

« Du temps pour s'épanouir, voilà une idée de gauche »

- A la veille d'un congrès de refondation du PS, Paul Magnette fait l'autocritique de la gauche.
- Son constat : « la défense du pouvoir d'achat a écrasé une série d'autres questions. »
- Ses propositions : deux ou trois grandes idées, dont la redistribution du temps de travail.

ENTRETIEN

Dimanche, le PS lance son « Chantier des idées » à Liège. Paul Magnette, ministre-président wallon, y voit l'occasion de relancer son parti.

Le PS n'a plus d'idées ?

La période politique est compliquée. Les Ecolos ne sont pas en forme, les chrétiens-humanistes non plus, même la droite... Mais avec la droite, l'avantage c'est qu'elle a plus des pratiques de pouvoir qu'une vision du monde.

Et la gauche non, peut-être ?

Non, je pense que la gauche est toujours portée par des visions du monde. Mais la crise de la gauche est incontestable. On a vraiment à se poser des questions sur nous-mêmes. Depuis 2008, la faillite du capitalisme financier est claire. La fraude fiscale, la non-taxation du patrimoine, l'augmentation des inégalités, le retour de la pauvreté... Ce sont des évidences, ce sont des thèmes de la gauche mais nous n'arrivons plus à les imposer au cœur de l'agenda. Il y a une crise profonde de l'idée de solidarité.

Vous exonérez la gauche de ses responsabilités ? Vous parlez de crise générale ?

Pas du tout, il y a des responsabilités qui sont les nôtres. Historiquement, le fait d'avoir fait de la redistribution des fruits du tra-

vail le thème central de la gauche était une nécessité. Mais, à un moment donné, si la défense du pouvoir d'achat devient la question essentielle, elle écrase une série d'autres questions. Et même : paradoxalement, on entretient le consumérisme, qui va à l'encontre des valeurs de gauche.

Vous demandez aux militants de vous donner des idées ?

Non, de nous dire ce qu'ils attendent de nous. Les nouvelles idées arrivent. On doit en avoir deux ou trois grandes. Je pense à la réduction du temps de travail. On va vers une robotisation et une numérisation de l'économie dont on mesure à peine à quel point ça va être une révolution complète de nos modes de production. Il faut répartir la richesse, mais aussi le temps : le temps de travail et le temps disponible pour soi-même.

Vous voulez réduire le temps de travail hebdomadaire ?

Hebdomadaire, ou via d'autres formes. On a une société où les aspirations sont plus différenciées. Beaucoup de gens sont demandeurs de temps libre, plutôt que d'une augmentation barémique. Le discours de Sarkozy « travailler plus pour gagner plus » est à contre-courant des besoins de l'époque. On a tous des amis qui croulent sous le travail et sont épuisés, et d'autres qui cherchent désespérément du travail. C'est

absurde ! Libérer du temps pour s'épanouir, s'il y a bien un thème de gauche, c'est ça. L'Europe c'est aussi un enjeu très important.

Vous n'êtes pas un peu impuissant, à cette échelle-là ?

L'Europe, c'est l'espace politique naturel de notre génération. La gauche doit construire une gauche européenne.

D'autres idées ?

Le service civique. La lutte contre les taudis. L'accueil de la petite enfance. Des idées universelles. Et, aidant les plus faibles, on fait grandir l'ensemble de la société.

Ce sera un congrès à huis clos.

Parfois, c'est important que les militants vident leur sac.

Il y a un problème Di Rupo ?

Ce n'est pas une question de personne. On est en crise de valeurs, de projet. Avec l'expérience qu'il a, Elio Di Rupo peut être le capitaine de la refondation. Le parti est derrière lui.

Les sondages sont mauvais.

Bien sûr qu'on les regarde et qu'on s'interroge. En Belgique, on ne profite pas électoralement de l'opposition. Le seul profit qu'on peut en tirer, c'est une régénération en profondeur.

Vous êtes coupés de la base ?

Cette critique n'est pas fondée.

Toutes les critiques qu'on vous soumet sont infondées. Les-quelles seraient fondées, alors ?

Qu'on n'ait pas assez abordé d'autres thèmes que le pouvoir d'achat. Qu'on ne soit peut-être plus fournisseurs d'idées fortes. Qu'on n'arrive plus à imposer nos thèmes dans une époque qui est pourtant obsédée par la lutte contre la fraude, les inégalités... ça, c'est de l'autocritique. Mais je suis convaincu que les valeurs de la gauche sont vraiment celles dont l'époque a besoin.

Lundi, il y a une conférence Di Rupo/Goblet/Labille. L'action commune contre le PTB ?

Le PTB oscille entre démagogie et nostalgie. Le socialisme, c'est l'avenir, la modernité. A Charleroi, le PTB veut supprimer la taxe poubelles et taxer les millionnaires ; je lui ai déjà demandé cinq fois de me faire la liste des millionnaires. C'est facile d'être dans la nostalgie des Trente Glorieuses où il y avait une classe ouvrière unie qui, tous les ans, obtenait des avancées sociales. Ça me fait penser au film Good Bye Lenin : on n'ose pas dire à la maman que le Mur est tombé. Le PTB c'est : ne disons surtout pas que le monde a changé. ■

Propos recueillis par
ERIC DEFFET
VÉRONIQUE LAMQUIN

« On est dans un fédéralisme de confrontation »

Est-ce que la Belgique fonctionne, pour l'instant ?

Notre fédéralisme ne comporte pas assez de mécanismes de concertation. On n'a pas de partis politiques communs, c'est un fait unique dans les systèmes fédéraux, on n'a pas un lieu de concertation parlementaire réel, même si le nouveau Sénat est censé devenir ce lieu. Et il y a un comité de concertation mais qui est un lieu de résolution des conflits ex post, pas un lieu où on anticipe. Il n'y a donc aucun élément qui crée le liant d'un Etat fédéral. Résultat : on est aujourd'hui dans un fédéralisme de confrontation ; c'est patent, et je le regrette.

La faute à qui ?

J'attends toujours qu'on nous démontre que nous ne sommes pas loyaux. Ce qui pose problème, c'est que le fédéral prend unilatéralement des décisions qui touchent la Wallonie, sans aucune concertation, sans même la courtoisie de donner un coup de téléphone ou d'interroger... Ça, ça pose un problème.

Exemples ?

Le saut d'index, c'est 50 millions de recettes en moins ; la taxe sur les intercommunales, c'est une taxe sur les communes ; la suppression du Thalys, ça pénalise la Région de perdre des connexions internationales. Quand M^{me} Galant dit qu'elle supprime les petites lignes, et que nous n'avons qu'à mettre des bus... Quand le fédéral nous dit "l'impôt sur la fortune, vous n'avez qu'à le faire vous-même". Toutes des mesures unilatérales, prises sans concertation, qui nuisent aux intérêts de la Wallonie. C'est mon devoir de le dire, ça ne m'amuse pas, je n'ai pas envie de jouer le Calimero qui se plaint que le fédéral a encore fait mal à la Wallonie.

Vous le dites où ? Olivier Chastel disait ce vendredi que vous n'inscrivez aucun point au comité de concertation (la Région wallonne a saisi le comité de six dossiers, dont le Thalys wallon, les normes comptables SEC,... NDLR) Tout ce que je vous dis, je le dis au comité de concertation et là, ça ne marche pas.

Le gouvernement fédéral est assis face aux représentants des Régions. Charles Michel prend acte, crée des groupes de travail, on ne discute de rien, on n'a jamais de débat d'anticipation. Il faut aussi que le fédéral comprenne qu'aujourd'hui, ce n'est plus "le fédéral décide et tolère les Régions". On a des Régions fortes, on est presque dans une équilibre entre le fédéral et les Régions.

Rien n'oblige, en fait, à la concertation. Il faudrait de nouvelles règles ?

Essayons d'abord de le faire dans le cadre existant : le Sénat, le comité de concertation. Sur certains points, le fédéral pourrait venir en appui des Régions, ce ne serait pas déshonorant. Exemple : on veut un service civique en Wallonie, les deux autres Régions aussi. C'est à nous à l'organiser mais ça demande que le fédéral prévoie une rémunération. On va donc aller trouver Kris Peeters. Mais, aujourd'hui, on nous regarde avec un sourire moqueur. Pourtant, le centre de gravité s'est déplacé, il

est temps que les mentalités évoluent.

La Belgique pourrait être paralysée ?

Il y a un risque que, par accumulation de conflits, par entretien d'un esprit de confrontation, à un moment, cela devienne complètement dysfonctionnel.

Comme parti d'opposition, vous ne vous focalisez pas trop sur la N-VA ?

Le Zangfest, c'est choquant. Si on ne dénonce pas ça, on risque la banalisation. Mais on n'a pas de fixette sur la N-VA.

Ils détricotent la Belgique ?

Oui. Et c'est au MR d'être vigilant par rapport à ça. A ce propos, je trouve que Denis Ducarme est devenu d'une indulgence assez surprenante. Relisez ses déclarations sur l'armée. On a aussi vu Jean-Luc Crucke en commission suant à grosses gouttes pour défendre le gouvernement fédéral. Même au sein du MR, ils ne sont pas toujours à l'aise avec toutes les décisions du fédéral. ■

Propos recueillis par
E.D. et V.La.

ANALYSE

L'art de la subtile différence

Interviewer Paul Magnette est un exercice presque atypique. D'abord parce que le ministre-président wallon/bourgmestre de Charleroi n'évade aucune question. Il ne hausse même plus le sourcil ou le ton - comme il pouvait le faire par le passé, ou comme d'autres le font si souvent encore - lorsqu'on lui envoie des salves de critiques (sur son cumul, sur la « discrétion » de son gouvernement). Ensuite, il change de casquette avec une aisance assez déroutante. Bourgmestre de Charleroi attaqué sur l'image de sa ville, il la défend bec et ongles, soulignant les atouts d'une cité en mutation. Ministre-président critiqué pour sa discrétion et son manque d'action, il

déroule, avec conviction, sa vision pour le redéploiement de la Région. Ex-président de parti, un rôle dans lequel il a excellé pendant la campagne, il est intarissable sur la manière dont le parti pourrait se régénérer : avec des idées, dont il n'est pas avare. Europhile convaincu, il insiste sur la possibilité de faire évoluer le projet européen et sur la nécessité, pour la gauche, de s'orga-

niser dans ce qui est « l'espace politique naturel de notre génération ». L'entretien est aussi atypique parce que Paul Magnette ne rechigne pas à se livrer à un brin d'auto-critique. Sur le travail qu'il doit encore fournir pour faire adhérer les Wallons au projet régional. Sur le Parti socialiste, aussi. En novembre, déjà, lorsque nous l'avions rencontré, il avait été

le premier représentant du Boulevard de l'Empereur à oser dire que « le parti n'est pas sourd » aux critiques sur les premières semaines d'opposition. Aujourd'hui, il confesse une difficulté à exister, dans ce nouveau rôle au fédéral. Il reconnaît aussi des erreurs, sur le fond : le discours presque obsessionnel sur le pouvoir d'achat (que, soyons de bon compte, le PS n'était pas le seul à tenir ces derniers mois), a occulté des questions plus fondamentales sur le modèle de société. Enfin, les propos sont aussi atypiques parce qu'ils sont presque exempts de petites phrases. Une attitude un peu différente des autres camarades que l'on imagine soigneusement étudiée. Comme toujours avec Paul Magnette. Cela peut toujours servir.

E. D. ET V. LA.

« J'admets qu'on doit travailler sur la communication du projet wallon »

On a l'impression que le gouvernement wallon n'agit pas, que le projet n'est pas lisible...

Le 25 mars, je vais refaire, au Parlement, un état de la Wallonie. On le fera tous les ans, en donnant tous les chiffres. En disant : voilà nos forces, nos faiblesses. Et pour nos faiblesses, voilà ce qu'on va faire. Je sais comment on fait parler de soi en politique : avec des petites phrases. Le précédent gouvernement a pâti du fait que ses débats internes sortent à l'extérieur. On discute beaucoup au gouvernement, il ne faut pas croire que PS et CDH sont d'accord sur tout. Mais, quand on s'exprime, c'est sur le compromis. Évidemment, ça fait couler moins d'encre. Les divisions créent le spectacle, le fédéral fait ça, pas nous.

Vous nous parlez de présence médiatique, on vous parle lisibilité du projet.

Le projet du fédéral c'est quoi ? Vous trouvez qu'il est lisible ? A part faire mal aux gens en épargnant les riches...

On ne parle pas du fédéral, mais de la Wallonie.

On a une stratégie de réindustrialisation, c'est le plan Marshall ; on a une stratégie de soutien aux PME, c'est le Small Business Act ; on a une stratégie en matière d'intensification d'accueil des services en Wallonie à laquelle on travaille ; on a un grand plan de mobilisation du territoire. Tout ça se fait dans une grande cohérence.

On ne doute pas que vous ayez une stratégie mais qu'elle soit connue des Wallons.

Plus qu'on ne le pense. Mais qu'on ait encore du travail à faire sur ce plan-là, je l'admets bien volontiers. On y travaille.

Comment ?

Il y a des stratégies de communication. Je ne me fais pas discret pour le plaisir d'être discret. Il y a le débat au Parlement, les fêtes de Wallonie. On a donc une série de moments forts pour porter le message politique. C'est une communication sérieuse, j'assume.

On vous voit plus comme bourgmestre de Charleroi que comme ministre-président wallon !

Charleroi c'est la première ville de Wallonie, on en parle beaucoup. Quand les Zèbres gagnent, quand Bone Therapeutics entre en Bourse. Et j'ai ce plaisir qu'on m'associe spontanément à Charleroi, que je communique ou pas.

Le MR relance le débat sur le cumul.

Cela ne me gêne pas, je suis prêt à tous les débats. Je rappelle que les règles de décumul ministre/bourgmestre ont l'avantage de dire très clairement qui peut faire quoi. Je ne signe aucun arrêté de bourgmestre, je ne prends pas de décision exécutive, je ne participe pas aux délibérations du collège. Tout ça est parfaitement codifié. Mais, oui, je préside le conseil communal, le code me le permet. Et je suis présent aux grands moments sur les grands dossiers carolos. Je le serais aussi

si je n'étais pas bourgmestre, je l'étais déjà avant. Mais, avant, ce n'était pas un sujet, maintenant, c'est devenu un sujet.

Elio Di Rupo, quand il était Premier, ne se serait jamais exprimé comme bourgmestre. Alors que vous-même ou Maxime Prévot n'hésitez pas une seconde.

Oui, en fait, c'est peut-être plus une question de communication que de règles.

En résumé, vous assumez...

Totalement. J'assume dans le cadre des règles qui existent ; si elles changent, je m'adapterai. Je signale aussi que Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe, est bourgmestre. Et que les conflits d'intérêts me semblent beaucoup plus importants. Les cas Dedecker, Kubla posent de graves questions qui méritent qu'on s'y penche. ■

Propos recueillis par

E.D. et V.La.